



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/48/602
S/26749
15 novembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-huitième session
Point 79 de l'ordre du jour
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-huitième année

Lettre datée du 15 novembre 1993, adressée au Secrétaire
général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint l'appel lancé au Conseil de sécurité au nom des principes humanitaires par le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe serbe à sa session extraordinaire tenue à Cetinje du 31 octobre au 3 novembre 1993 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir diffuser la présente lettre et son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 79 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Dragomir DJOKIC

ANNEXE

Appel lancé au Conseil de sécurité au nom des principes humanitaires, par le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe serbe à sa session extraordinaire, tenue à Cetinje du 31 octobre au 3 novembre 1993

Réuni en session extraordinaire dans le monastère d'Ostrog à Cetinje (Monténégro, République fédérative de Yougoslavie) du 31 octobre au 3 novembre 1993, le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe serbe en appelle au Conseil de sécurité et à toutes les personnalités, institutions et organisations compétentes de la communauté internationale pour qu'ils mettent immédiatement fin aux sanctions économiques, à l'embargo et à l'isolement de la population serbe de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui sont sans précédent dans l'histoire. Les sanctions et l'embargo, dont la portée est très vaste, appliqués comme ils le sont, et qui s'étendent notamment aux matières premières pour la production de médicaments, ont transformé tout un pays en un grand camp de concentration ou ghetto, et une nation tout entière – des enfants à naître jusqu'aux mourants – en prisonniers.

Les biens et produits (essentiellement les denrées alimentaires et les médicaments) livrés à titre d'aide humanitaire à une population dont l'existence même se trouve menacée sont exemptés de l'embargo. Malheureusement, en pratique, parce que les procédures d'autorisation du Comité des sanctions des Nations Unies pour l'importation de l'aide humanitaire sont si lentes, et surtout parce que certains Etats appliquent les sanctions encore plus strictement que prévu par les résolutions du Conseil de sécurité et que des autorités frontalières se comportent de manière arbitraire et hostile, il arrive souvent que les produits alimentaires et les médicaments se perdent ou n'atteignent pas ceux dont la survie en dépend.

Toutes les décisions politiques et tous les actes de l'Organisation des Nations Unies et de la prétendue communauté internationale se réclament aujourd'hui de la défense de la démocratie et des droits de l'homme. Chers frères, permettez aux évêques orthodoxes, bons pasteurs de l'Eglise du Christ de vous poser une question : au nom de quel humanisme, de quel idéal démocratique, de quel respect des droits de l'homme peut-on justifier des sanctions qui punissent sans merci toute une nation et touchent particulièrement les plus faibles et les innocents – les enfants, les malades et les personnes âgées – sans atteindre les coupables? Un châtement collectif implique que l'on croit consciemment ou inconsciemment à une culpabilité collective. Or nous pensions que la notion de culpabilité collective avait disparu depuis longtemps, avec Hitler et Staline. Permettez-nous encore une question : les hommes d'Etat respectés qui signent des résolutions aggravant les sanctions peuvent-ils dormir du sommeil du juste en sachant que leur signature condamne les plus pauvres à la misère et à la famine, qu'elle est un arrêt de mort pour les nouveau-nés dans les hôpitaux, qu'elle cause d'immenses souffrances pour les malades mentaux et crée des situations intolérables où les médecins seront incapables d'aider leurs patients faute de médicaments et de matériel?

Pendant ce temps, les puissantes institutions internationales ferment les yeux sur la contrebande d'armes et discutent sérieusement de la possibilité de lever l'embargo sur les armements au profit de la Bosnie-Herzégovine noyée dans

le sang et les larmes. N'est-ce pas là conférer à de simples mortels le pouvoir de disposer de la vie et de la mort de millions d'être humains et attribuer à des institutions humaines les droits qui n'appartiennent qu'à Dieu?

La tragique expérience actuelle de notre peuple nous oblige à témoigner devant Dieu et devant les hommes : de telles sanctions, appliquées à quelque pays ou quelque peuple que ce soit, sont immorales et inhumaines. (Ce n'est pas seulement avec des canons que l'on tue des hommes ou une nation. Les crimes contre l'humanité ne sont pas nécessairement commis avec des armes.) Les bonnes intentions ne justifient pas le recours au mal. Notre Eglise et nous tous sommes vraiment reconnaissants de toute aide humanitaire qui nous parvient du reste du monde, mais nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si à l'heure où toute une nation, en raison des erreurs de dirigeants nationaux et internationaux, est mise au pilori et privée de toute possibilité de se suffire à elle-même, de vivre une vie normale, de travailler et de créer, cette aide humanitaire ne serait pas simplement pour la communauté internationale un alibi et un moyen de se donner bonne conscience.

C'est pourquoi si le Conseil de sécurité est réellement guidé, comme il se doit, par des principes humanitaires, nous sommes en droit de nous attendre à voir ces principes se manifester par des actes concrets, c'est-à-dire par la levée immédiate de sanctions inhumaines. Si, à Dieu ne plaise, il ne devait pas en être ainsi, cela ébranlerait certainement la foi dans les principes humanitaires du nouvel ordre mondial qui se construit sur les ruines d'un communisme inhumain, et la personne et la communauté humaines seraient plus menacées que jamais.

Une civilisation dépourvue de spiritualité et de véritables valeurs morales devient inévitablement une source d'inhumanité et mène l'espèce humaine au chaos et au désespoir.

Au nom de Dieu et de l'éternelle dignité humaine, nous lançons cet appel aux sentiments humanitaires de chacun et de tous!
